

برنامج
الأغذية
العالمي



Programme
Alimentaire
Mondial

World
Food
Programme

Programa
Mundial
de Alimentos

Première session ordinaire
du Conseil d'administration

Rome, 23-27 février 2004

PROJETS SOUMIS AU CONSEIL D'ADMINISTRATION POUR APPROBATION

Point 8 de l'ordre du
jour

Pour approbation



Distribution: GÉNÉRALE
WFP/EB.1/2004/8-B/4
5 janvier 2004
ORIGINAL: ANGLAIS

INTERVENTION PROLONGÉE DE SECOURS ET DE REDRESSEMENT – ARMÉNIE 10053.1

Secours et aide au redressement en faveur des groupes vulnérables

Nombre de bénéficiaires: Secours prolongé VCT/VPF Alimentation scolaire	110 000 par an 45 000 40 000 30 000 (dont 5 000 compris dans les activités VCT/VPF)
---	--

Durée du projet	Deux ans (1er juillet 2004–30 juin 2006)
-----------------	---

Coût (dollars E.-U.)

Coût total pour le PAM	11 566 551
Coût total des produits alimentaires	6 443 095

Le tirage du présent document a été restreint. Les documents présentés au Conseil d'administration sont disponibles sur Internet. Consultez le site WEB du PAM (<http://www.wfp.org/eb>).

NOTE AU CONSEIL D'ADMINISTRATION

Le présent document est présenté au Conseil d'administration pour approbation.

Le Secrétariat invite les membres du Conseil qui auraient des questions de caractère technique à poser sur le présent document, à contacter les fonctionnaires du PAM mentionnés ci-dessous, de préférence aussi longtemps que possible avant la réunion du Conseil.

Directeur du Bureau régional pour le Moyen-Orient, l'Asie centrale et l'Europe orientale (ODC): M. K. Adly

Conseillère pour les programmes, ODC: Mme B. Bonnevaux tél.:066513-2743

Pour toute question relative à la distribution de la documentation destinée au Conseil d'administration, prière de contacter le Superviseur de l'Unité des réunions et de la distribution (tél.: 066513-2328).



RESUME

Depuis son accession à l'indépendance, l'Arménie traverse une difficile période de transition d'une économie planifiée vers une économie de marché.

Le conflit qu'a suscité le Nagorno-Karabakh de 1989 à 1994 et le blocus économique qu'ont ensuite imposé l'Azerbaïdjan et la Turquie ont encore aggravé la situation socio-économique de l'Arménie. L'impact positif de la croissance économique enregistrée récemment n'a pas encore atteint les plus vulnérables: certains des 316 000 réfugiés du conflit qui continuent de vivre dans des conditions déplorables et 157 000 personnes sinistrées par le tremblement de terre de 1988 vivent encore dans des abris temporaires.

Un chômage généralisé et les retards intervenus dans le versement des traitements et des prestations sociales affectent gravement les 51 pour cent de la population qui vivent avec moins de 2 dollars E.-U. par jour. La compression des dépenses publiques consacrées à l'enseignement a affecté la qualité des services d'éducation et l'assiduité de la fréquentation scolaire, particulièrement en milieu rural, situation qui est encore exacerbée par l'aggravation de la pauvreté.

Pour atténuer les souffrances de ceux qui sont le plus directement affectés par la transition, le PAM a entrepris des opérations d'urgence dans le pays en 1993 et, depuis 1999, son assistance a revêtu la forme d'interventions prolongées de secours et de redressement (IPSR).

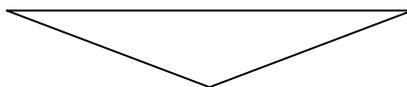
Le document de stratégie pour la réduction de la pauvreté, le bilan commun de pays et la stratégie de réalisation des objectifs de développement du Millénaire en Arménie ont déterminé les priorités et les domaines d'intervention que visera l'IPSR proposée. Il s'agira en particulier d'éliminer la pauvreté extrême et la faim, d'améliorer la qualité de l'éducation et de promouvoir l'égalité entre les sexes.

En collaboration avec le gouvernement, la communauté internationale et des organisations non gouvernementales (ONG) sélectionnées, le Programme se propose de mener à l'intention de la population vulnérable une intervention prolongée de secours et de redressement d'une durée de deux ans comportant deux principaux volets: secours prolongé pour les 40 000 personnes les plus vulnérables et des activités de redressement pour le reste. Les activités revêtiront notamment la forme d'activités vivres-contre-travail (VCT) afin de reconstituer les avoirs communautaires ainsi que des activités vivres pour la formation (VPF) axées sur les femmes et les adolescentes. En outre, il est envisagé d'étendre le programme d'alimentation scolaire dont bénéficient actuellement 20 000 enfants d'âge préscolaire et élèves des écoles primaires pour porter ce chiffre à 30 000.

Le but de l'opération proposée est de secourir 110 000 bénéficiaires par an en fournissant 21 660 tonnes d'aide alimentaire, y compris un stock complémentaire de 936 tonnes qui permettra, en cas d'urgence, de distribuer des rations à emporter à la maison à 20 000 personnes pendant trois mois.



PROJET DE DECISION*



Le Conseil approuve l'IPSR Arménie 10053.1 "Secours et aide au redressement en faveur des groupes vulnérables" (WFP/EB.1/2004/8-B/4).

* Ceci est un projet de décision. Pour la décision finale adoptée par le Conseil, voir le document intitulé "Décisions et recommandations" publié à la fin de la session du Conseil.



CONTEXTE ET JUSTIFICATION

Contexte de la crise

1. Depuis son accession à l'indépendance, l'Arménie traverse une difficile période de transition vers une économie de marché. La disparition des relations commerciales, industrielles et financières traditionnelles avec les autres anciennes républiques soviétiques s'est traduite par un effondrement de l'économie. En outre, le tremblement de terre de 1988 a fait 25 000 morts et a détruit un sixième des logements du pays et 40 pour cent de sa capacité de production et, 15 ans plus tard, des milliers de familles continuent de vivre dans des abris temporaires. Le conflit qu'a suscité le Nagorno-Karabakh en 1989–1994 a encore aggravé la situation socio-économique et s'est traduit par un afflux de 316 000 réfugiés, dont 9 000 vivent encore dans des conditions déplorables. Par ailleurs, le blocus imposé en 1989 par l'Azerbaïdjan et la Turquie a sérieusement affecté le commerce extérieur de l'Arménie.
2. La crise financière qu'a connue la Russie en 1998–1999 a ralenti l'expansion économique et affecté les exportations. Lorsqu'elle était une république soviétique, l'Arménie exportait des fruits et des légumes et importait des céréales. Mais, après son accession à l'indépendance, le pays a été forcé de s'orienter vers la production céréalière pour satisfaire la demande intérieure et de passer de cultures de haute valeur à des cultures de moindre valeur et d'une production à forte intensité à une production à moindre intensité de main-d'oeuvre, ce qui est encore venu aggraver la pauvreté rurale¹.
3. Ces événements ont concouru à l'apparition de la pauvreté, de l'inégalité et de l'insécurité alimentaire et le déficit de pauvreté demeure important en dépit d'une croissance économique de 15 pour cent entre janvier et juillet 2003. Selon le document stratégique de lutte contre la pauvreté (DSRP) élaboré en 2003, 51 pour cent de la population est pauvre et vit avec moins de 2 dollars par jour, et 16 pour cent d'entre eux sont indigents et n'ont pour survivre que moins de 1 dollar par jour². En outre, la situation des réfugiés est trois fois pire que celle des populations locales³.
4. En outre, la polarisation de la répartition du revenu se traduit par des disparités sociales: 53 pour cent du produit intérieur brut par habitant, qui était de 786 dollars en 2002, est consommé par 10 pour cent seulement de la population, tandis que les 10 pour cent les plus pauvres ne consomment que 0,3 pour cent du revenu total par habitant⁴.
5. Les inégalités se sont creusées considérablement au cours des premières années de la transition et sont demeurées marquées: une très faible proportion du surcroît de revenus généré par la croissance est allée aux pauvres qui n'ont pas accès aux ressources productives ni à l'emploi. La croissance économique commencera peut-être à contribuer à réduire la pauvreté lorsque les politiques de protection sociale proposées dans le DSRP pour la période 2003–2015 seront appliquées.

¹ Griffin, K. 2001. *Growth, Poverty and Inequality in Armenia*. Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD).

² Rapport sur les objectifs de développement du Millénaire, 2003.

³ Bilan commun de pays, Arménie, 2003.

⁴ Rapport national sur le développement humain en Arménie, PNUD, 2001.



6. Le chômage est généralisé. Il ressort d'une enquête sur la population active réalisée en 2002 que 31,4 pour cent de la population économiquement active est au chômage⁵. L'on a également constaté une tendance à la féminisation de la pauvreté: 82 pour cent des femmes ayant quatre enfants à charge ou plus ne travaillent pas et 67 pour cent des mères célibataires sont au chômage⁶.
7. En Arménie, l'enseignement était jadis universel et le total de l'alphabétisation était de près de 100 pour cent. Or, il ressort du rapport sur les objectifs de développement du Millénaire publié par l'Organisation des Nations Unies que la transition a eu un impact négatif sur le système d'enseignement et l'assiduité de la fréquentation scolaire, particulièrement en milieu rural, situation qui est encore exacerbée par l'aggravation de la pauvreté.

Analyse de la situation

8. L'Arménie est classée par l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) dans la catégorie des pays à faible revenu et à déficit vivrier. Le pays n'a jamais produit suffisamment de céréales pour satisfaire la demande intérieure et importe plus de 1 million de céréales par an. En outre, il existe une corrélation directe entre l'insécurité alimentaire et la pauvreté: les dépenses d'alimentation représentent de 60 pour cent à 70 pour cent du budget total des ménages et, pour le quintile le plus pauvre, ce chiffre est de 85 pour cent⁷.
9. La sécheresse et de mauvaises récoltes ont aggravé le problème de l'insécurité alimentaire pour des milliers de petits exploitants. La sécheresse de 2002 s'est traduite par une réduction de 27 pour cent des récoltes de blé et d'orge et par une perte de 40 pour cent de la récolte de pommes de terre. Après trois années consécutives de sécheresse, l'Arménie ne s'est pas encore remise de ses pertes.

Politiques et programmes de redressement élaborés par le gouvernement

10. Le gouvernement a approuvé le DSRP (2003–2015) en août 2003. Les priorités sont donc les suivantes: i) construction de réseaux d'irrigation et réparation des systèmes existants; ii) amélioration des marchés des intrants et des produits agricoles et des circuits de commercialisation; iii) octroi de microcrédits aux petites et microentreprises; iv) encouragement des investissements étrangers afin de générer des emplois; et v) amélioration de la qualité des services publics, en particulier dans les domaines de la santé et de l'éducation. Des taux élevés et soutenus de croissance économique, joints à la mise en oeuvre d'une politique efficace de protection sociale, devraient permettre de réduire la pauvreté de 41 pour cent en 2005, de 29 pour cent en 2010 et de 19,6 pour cent en 2015.
11. Le bilan commun de pays et la stratégie de réalisation des objectifs de développement du Millénaire en Arménie élaborés en 2003 définissent les priorités et les domaines d'intervention qui sont à la base de l'IPSR proposée: éradication de la pauvreté extrême et de la faim, amélioration de la qualité de l'éducation et promotion de l'égalité entre les sexes.

⁵ La situation économique et sociale en République d'Arménie, 2002.

⁶ Rapport sur la condition de la femme en Arménie, 1999.

⁷ Stratégie de développement agricole durable, Ministère de l'agriculture/FAO, 2002.



12. Étant donné le nombre de personnes vulnérables qui vivent en Arménie et la nécessité de fournir une assistance ciblée, le gouvernement a mis en place un système d'évaluation de la vulnérabilité des ménages et de ciblage appelé PAROS. Les personnes les plus vulnérables reçoivent une allocation familiale mensuelle d'un montant de base de 4 000 AMD⁸ plus 2 000 AMD pour chaque enfant mineur à charge. Regrettablement, ces prestations sont insuffisantes et souvent versées tardivement. Pour empêcher le dénuement le plus total, le PAM distribue chaque année un assortiment alimentaire composé de farine de blé, de légumineuses et d'huile végétale à 40 000 des bénéficiaires les plus vulnérables.
13. En 2002, le gouvernement a élaboré en collaboration avec la FAO une stratégie de développement agricole durable visant à: i) élever le revenu réel des agriculteurs grâce à une amélioration durable de la productivité agricole; ii) créer des possibilités de croissance du revenu réel parmi les ruraux pauvres qui ne travaillent pas dans l'agriculture; et iii) renforcer la sécurité alimentaire des populations urbaines, et en particulier des plus pauvres.
14. Le gouvernement a mis au point un programme national de développement de l'éducation (2001–2005) qui prévoit la création d'un réseau national de formation d'enseignants et la mise en oeuvre d'un système de perfectionnement des qualifications des maîtres. Il est prévu, dans le cadre de ce programme, de mettre au point et d'introduire des mécanismes de subventionnement de l'enseignement pour les familles pauvres afin de garantir l'accès à l'enseignement primaire.
15. Le Ministère de la sécurité sociale a entrepris d'élaborer un programme national d'amélioration de la condition de la femme en République d'Arménie et d'autonomisation des femmes au sein de la société.

Justification

16. En octobre 2003, 24 056 tonnes d'aide alimentaire avaient été distribuées à 300 000 bénéficiaires dans le cadre de l'IPSR 10053.0, commencée en juillet 2001. Dans le cadre de la composante secours, une assistance est fournie aux ménages vulnérables dont l'insécurité alimentaire est la plus sérieuse et en particulier aux personnes âgées et aux handicapés, selon l'indice PAROS. La composante redressement comporte trois activités: i) activités vivres-contre-travail (VCT) tendant à contribuer à la génération de revenus et à la création d'éléments d'infrastructure; ii) activités vivres pour la formation (VPF) tendant à diffuser parmi les agriculteurs un rudiment de connaissance agricole; et iii) activités d'alimentation scolaire. La stratégie de retrait progressif de l'assistance envisagée dans l'IPSR dépend de la matérialisation d'un certain nombre d'éléments favorables et en particulier du règlement du différend relatif au Nagorno-Karabakh. Aucun règlement pacifique n'est intervenu et il est encore trop tôt pour déterminer quel a été l'impact positif du DSRP sur les populations les plus vulnérables.
17. À cet égard, les priorités identifiées dans le DSRP constituent un important pas en avant car les budgets de l'État seront conçus de manière à cibler les ressources disponibles sur les secteurs sociaux pertinents. Jusqu'à ce que la mise en oeuvre du DSRP donne des résultats visibles, le PAM devra continuer à fournir un appui aux populations vulnérables et à celles qui vivent dans l'insécurité alimentaire, comme recommandé par la mission d'analyse et de cartographie de la vulnérabilité (ACV) qui s'est rendue dans le pays en août 2003. L'IPSR sera mise en oeuvre pendant la période 2004–2006.

⁸ Change pratiqué pour les opérations des Nations Unies en septembre 2003: 1 dollar E.-U. = 583 AMD.



STRATEGIE DE REDRESSEMENT

Besoins et ciblage des bénéficiaires

18. La pauvreté causée par la transition est une réalité sociale en Arménie. La rapidité de la reprise économique au cours des quelques prochaines années et la mesure dans laquelle l'amélioration des indicateurs macro-économiques affectera la situation socio-économique des ménages sont incertaines. D'une manière générale, l'amélioration de la conjoncture économique dépend du règlement du différend relatif au Nagorno-Karabakh et de la levée du blocus économique imposé par l'Azerbaïdjan et la Turquie.
19. Plus de 11 pour cent de la population ne réussit pas à satisfaire ses besoins alimentaires minimums, et une aide alimentaire revêt par conséquent une importance vitale pour les secteurs les plus nécessiteux de la population comme les personnes âgées, les ménages dirigés par des femmes, les victimes du tremblement de terre et les réfugiés.
20. La mission ACV a identifié les quatre provinces où l'insécurité alimentaire est la plus grave: ce sont celles de Shirak, de Lori, de Tavush et de Yérévan, régions montagneuses où l'accès à l'alimentation est difficile, où les taux de malnutrition infantile sont élevés, où la scolarisation est faible et où les populations de réfugiés sont nombreuses. De 70 à 80 pour cent des ménages ont un apport calorique moyen, soit de 35 pour cent inférieur à la moyenne nationale, soit provenant exclusivement de céréales. L'apport calorique est suffisant pour la grande majorité des ménages dans la province de Gegharkunik, mais celle-ci sera incluse parmi les régions d'intervention prioritaires, comme recommandé par la mission ACV, en raison de la prévalence très élevée des malnutritions chroniques chez les enfants, du manque de diversité du régime alimentaire, d'un taux de pauvreté de 62,2 pour cent⁹ et de la présence d'un fort pourcentage de réfugiés.

Rôle de l'aide alimentaire

21. Selon l'enquête démographique sur la santé en Arménie réalisée en 2000, 13 pour cent des enfants de moins de 5 ans souffrent de troubles de croissance et 3 pour cent de sérieux troubles. Les taux de malnutrition chez les enfants varient entre 8 pour cent à Yérévan et 32 pour cent dans la province de Gegharkunik. En outre, 12 pour cent des Arméniennes et 24 pour cent des enfants de moins de 5 ans souffrent d'anémie à des degrés divers. D'une manière générale, une aide alimentaire ciblée facilitera l'accès à l'alimentation des populations très pauvres qui vivent avec moins de 2 dollars par jour et qui ne peuvent pas produire assez d'aliments. L'aide alimentaire contribuera directement à améliorer la situation nutritionnelle des bénéficiaires en augmentant leur apport calorique journalier. Les rations distribuées aux participants aux activités VCT et VPF constitueront un transfert de revenu qui viendra grossir les maigres budgets familiaux tandis que les repas scolaires allégeront les charges économiques des familles.

⁹ DSRP Arménie, 2003.



22. Des secours alimentaires ciblés seront distribués pour empêcher que les bénéficiaires ne tombent dans un dénuement permanent et une faim chronique. Les ménages qui vivent dans une pauvreté extrême ne peuvent pas manger en quantités suffisantes les types d'aliments nutritifs indispensables à une vie saine et active¹⁰. À la lumière des enseignements retirés de l'IPSR en cours, les activités VCT constitueront un transfert de revenus qui aidera les ménages ruraux pauvres à reconstituer leurs avoirs productifs. Jusqu'à présent, il a été réparé 152 écoles et 11 cliniques rurales, construit des réservoirs d'eau d'une superficie de 2 500 m² et 730 kilomètres de canaux d'irrigation et de canalisations d'approvisionnement en eau potable et bonifié 1 000 hectares de terres agricoles. Les participants aux activités VCT, en particulier les femmes et les adolescentes acquerront les compétences et les connaissances indispensables à une amélioration de leur condition au foyer et au sein de la société. L'alimentation scolaire, qui constitue une des composantes les plus efficaces de l'actuelle IPSR, contribuera à améliorer la fréquentation scolaire parmi les enfants des régions les plus vulnérables.
23. Une autoévaluation de l'IPSR en cours a mis en relief le fait que l'aide alimentaire fournit un appui nutritionnel et un complément de revenus et a un impact moral et psychologique positif sur les bénéficiaires, spécialement ceux qui sont isolés pendant l'hiver.

Approches de programmation

⇒ Composante A—Secours prolongé

24. Le PAM continuera de fournir des secours alimentaires aux populations urbaines les plus vulnérables et celles dont l'insécurité alimentaire est la plus sérieuse, et notamment aux femmes, aux enfants, aux réfugiés, aux personnes déplacées à l'intérieur de leur propre pays, aux victimes du tremblement de terre, aux handicapés, aux familles nombreuses nécessiteuses et aux retraités âgés vivant seuls. La composante secours sera réalisée dans les provinces de Yérévan, de Shirak et de Lori. Le PAM se fondera sur le système PAROS pour identifier les populations les plus vulnérables, et l'élaboration des listes de bénéficiaires et la distribution des vivres seront assurées par le Ministère de la sécurité sociale.
25. Cette composante comportera un projet d'aide aux personnes âgées qui sera exécuté par *World Vision Armenia* et *Mission Armenia*, ONG nationale. Selon le Service national de statistique, 55,6 pour cent des retraités vivent au-dessous du seuil de pauvreté¹¹; et 23 pour cent des retraités seuls ne survivent, pour l'essentiel, que grâce à l'assistance humanitaire. Ce projet permettra aux bénéficiaires âgés de recevoir les rations alimentaires du PAM, des colis d'articles non alimentaires fournis par les partenaires du Programme et un appui professionnel de travailleurs sociaux qui leur rendront périodiquement visite.

⇒ Composante B—Redressement

26. La composante redressement comprendra trois activités —alimentation scolaire, VCT et VPF— dans les provinces de Shirak, de Lori, de Tavush et de Gegharkunik.

¹⁰ Étude sur la sécurité alimentaire et la situation nutritionnelle, PAM, HCR, UNICEF, 2000.

¹¹ Khachatryan, G. 2002. *Issues of the Elderly in Armenia. Global Action on Aging.*



Alimentation scolaire

27. La compression des dépenses publiques opérées pendant la période de transition a eu un impact négatif sur le système d'enseignement, spécialement au niveau primaire: 7 pour cent des enfants pauvres ne fréquentent pas l'école publique et le taux de scolarisation au niveau pré-primaire n'est que de 35 pour cent. Le nombre croissant d'enfants qui ne reçoivent aucune éducation résulte des migrations et de la situation socio-économique difficile dans laquelle vivent beaucoup de familles. Les causes d'absentéisme sont notamment le manque de vêtements, de chaussures ou de fournitures scolaires et la nécessité pour les élèves des écoles primaires d'aider leurs parents dans leurs travaux agricoles¹². Les raisons du faible taux de fréquentation des établissements pour enfants d'âge préscolaire sont notamment le mauvais état des installations, la cherté des droits d'inscription, le manque de matériels pédagogiques et l'ignorance, de la part des parents, de l'importance du développement des jeunes enfants.
28. L'alimentation scolaire joue un rôle important en milieu rural en encourageant les parents à envoyer leurs enfants à l'école, comme cela est ressorti clairement de l'autoévaluation de juillet 2003. Le PAM opérera en association avec *World Vision Armenia*, Caritas Arménie et le Service de secours catholique, qui compléteront son aide alimentaire par des articles non alimentaires comme vêtements, fournitures scolaires, livres et appareils de chauffage. Ces activités seront coordonnées par le Ministère de l'éducation et des sciences.
29. En collaboration avec le Fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF), l'assistance sera ciblée sur les établissements pré-primaires se trouvant dans la même région que les écoles primaires. Le PAM fournira un repas de midi aux enfants de 3 à 6 ans, tandis que l'UNICEF appuiera les activités ci-après: formation de maîtres de jardins d'enfants, distribution de matériels pédagogiques et de jouets et création de centres pour parents afin de sensibiliser ces derniers à l'importance du développement des jeunes enfants et de la stimulation psychosociale au foyer.

Activités vivres-contre-travail

30. Le PAM offrira une assistance échelonnée à long terme, fondée sur des incitations, aux communautés rurales participant aux activités VCT. Les communautés pourront, sur une période de deux ans, participer à quatre phases d'activités VCT et pourront bénéficier d'une phase ultérieure d'assistance du PAM si les indicateurs démontrent que les participants utilisent et entretiennent comme il convient les ouvrages construits. Il est entrepris des activités tendant à créer des avoirs dont puissent bénéficier les hommes et les femmes sur un pied d'égalité.
31. Les activités VCT seront liées aux programmes d'alimentation scolaire afin de réparer les locaux des écoles et à remettre en état les systèmes d'approvisionnement en eau, d'assainissement et de chauffage. D'autres projets VCT aideront les communautés à satisfaire des besoins essentiels notamment en remettant en état les cliniques, les systèmes d'approvisionnement en eau, les systèmes d'irrigation et les projets agricoles. Le PAM collaborera avec le PNUD, la Banque mondiale, l'Office allemand de la coopération technique, le Conseil norvégien pour les réfugiés, *World Vision Armenia* et Caritas Arménie, qui fourniront des services techniques d'experts, un financement et des articles non alimentaires.

¹² Rapport sur la réalisation des objectifs de développement du Millénaire en Arménie, 2003.



Activités vivres pour la formation

32. Des activités VPF seront axées principalement sur les femmes et les adolescentes et l'accent sera mis sur: i) la gestion communautaire, projet qui sera exécuté en association avec une ONG nationale, le Conseil républicain des femmes; ii) la sensibilisation à la nutrition et à la prévention du VIH/SIDA, activité qui sera entreprise en collaboration avec *World Vision Armenia*, le Fonds des Nations Unies pour la population (UNFPA) et l'organisation *AIDS Prevention, Education and Care*; et iii) la création de micro-entreprises, en association avec l'Organisation internationale des migrations.

Évaluation des risques

33. Le principal élément qui pourrait entraver la réalisation de l'IPSR est la stabilité politique et économique, en particulier celle causée par l'absence de règlement du problème du Nagorno-Karabakh, et la survenance de catastrophes majeures. Selon le plan d'intervention en cas d'urgence élaboré par le bureau de pays, un tremblement de terre, un accident nucléaire, des troubles civils et des hostilités sont les causes les plus probables d'une telle situation. La mise en oeuvre réussie de l'IPSR dépendra dans une large mesure de l'étendue de l'appui qu'apporteront les donateurs ainsi que de la capacité des partenaires d'exécution. Un mécanisme d'alerte rapide sera mis en place pour suivre la situation de l'insécurité alimentaire et, le cas échéant, l'évolution des situations d'urgence.

Objectifs et buts

34. L'objectif global de l'aide alimentaire du PAM sera de contribuer au redressement et à la transition au moyen d'activités sélectionnées de secours et de redressement tendant à préserver ou à améliorer le capital humain et productif dans le contexte de la réalisation des priorités visées dans le DSRP.
35. Les objectifs immédiats de l'IPSR sont les suivants:
- garantir la sécurité alimentaire des populations ciblées;
 - remettre en état l'infrastructure agricole, les systèmes d'approvisionnement en eau potable, les écoles, les systèmes d'assainissement et les cliniques;
 - accroître le taux de fréquentation scolaire parmi les élèves les plus pauvres;
 - encourager l'autonomie en dispensant une formation aux participants, et surtout aux femmes et aux adolescentes; et
 - améliorer l'accès des femmes pauvres aux ressources grâce à la création de micro-entreprises.

PLAN D'EXECUTION PAR COMPOSANTE

Principales composantes du programme

36. L'assistance du PAM sera ciblée comme suit:
- secours: distribution de vivres aux populations vulnérables vivant dans l'insécurité alimentaire; et
 - redressement: fourniture d'un appui sous forme d'activités VCT et VPF et de programmes d'alimentation scolaire.



37. Au cours des deux années que durera l'IPSR, le PAM aura besoin de 21 660 tonnes de produits alimentaires qui seront distribués à 110 000 bénéficiaires par an; 75 pour cent des ressources seront allouées aux activités de secours et 25 pour cent aux activités de redressement. Si le nombre de bénéficiaires a baissé par rapport à l'IPSR précédente, c'est grâce à un ciblage amélioré, comme recommandé par la mission ACV, qui a conduit à centrer l'assistance sur 4 provinces plutôt que sur 11. Le projet aura pour effet de renforcer la complémentarité entre diverses composantes et tiendra compte des capacités d'exécution des autorités locales et des partenaires.

⇒ *Composante secours prolongé*

Groupes vulnérables

38. La mission ACV a souligné que des secours alimentaires continueront d'être l'une des priorités du PAM afin d'aider le gouvernement à mettre en oeuvre son programme de protection sociale pour les populations urbaines vulnérables. Le PAM centrera son assistance sur les régions où l'insécurité alimentaire est la plus sérieuse et où se trouvent de fortes concentrations de familles monoparentales ayant deux ou plusieurs enfants à charge, de ménages dirigés par des femmes et de ménages comportant des orphelins et personnes âgées ou des retraités âgés seuls.

39. Le PAM distribuera 7 592 tonnes de produits alimentaires, 365 jours par an, à 40 000 bénéficiaires, dont 60 pour cent seront des femmes. Les rations distribuées couvriront 80 pour cent des besoins énergétiques journaliers, les 20 pour cent restants devant être couverts par les bénéficiaires par leurs propres moyens afin d'éviter qu'ils ne deviennent totalement tributaires de l'aide alimentaire. La ration journalière par habitant se composera de 470 grammes de farine de blé enrichie en fer, de 30 grammes de légumineuses et de 20 grammes d'huile végétale enrichie en vitamine A.

40. Dans les villages où le PAM appuie des activités VCT, les ménages dépourvus de sources potentielles de gains grâce à leur travail sont exclus de l'aide alimentaire dans le contexte de l'IPSR en cours. Pour contribuer à satisfaire les besoins minimums de ces groupes, le PAM distribuera 182 tonnes de produits alimentaires par an afin de distribuer une ration individuelle mensuelle à 5 000 membres de ménages vulnérables; la composition de cette ration sera identique aux rations distribuées dans le cadre des activités VCT et sera distribuée pendant les 70 jours envisagés pour ce type d'activités.

41. Le PAM distribuera des cartes de rationnement établies au nom d'une femme de chaque ménage participant et les points de distribution seront aménagés là où les femmes peuvent prendre elles-mêmes livraison des rations. Le PAM et le Ministère de la sécurité sociale rédigeront des instructions, qui seront affichées dans les sites de distribution, indiquant le volume et la composition des rations, les seuils de vulnérabilité établis selon l'indice PAROS, les dates de distribution et les noms des bénéficiaires. Les instructions stipuleront clairement qu'aucun service ni aucune faveur n'est attendu en échange.

⇒ *Composante redressement*

Alimentation scolaire

42. Cette activité sera réalisée dans les communautés les plus vulnérables des régions frontalières et montagneuses ainsi que dans les secteurs des provinces de Shirak, Tavush, Lori et Gegharkunik ayant accueilli des réfugiés, où ont été signalés les taux les plus élevés de retard de croissance chez les enfants. Le repas chaud servi à l'école a pour effet



d'augmenter les taux de fréquentation, d'apaiser dans l'immédiat la faim des enfants et d'améliorer la capacité d'assimilation et les résultats scolaires. Les activités menées ces dernières années ayant été couronnées de succès, le nombre d'enfants bénéficiaires prévu par l'IPSR proposée sera porté à 30 000.

43. Cette composante sera axée sur les enfants de 7 à 9 ans fréquentant les écoles ciblées, 49 pour cent de tous les enfants suivant les trois premières années d'études dans les quatre régions sélectionnées et 5 000 enfants de 3 à 6 ans fréquentant les établissements préscolaires; 51 pour cent des bénéficiaires seront des filles. Il sera distribué 1 444 tonnes de produits alimentaires par an, des repas devant être servis 176 jours de l'année. Les élèves recevront chaque jour un repas chaud préparé à partir de 250 grammes de farine de blé enrichie en fer, de 40 grammes de légumineuses et de 10 grammes d'huile végétale enrichie en vitamine A. Une portion de bouillie préparée au moyen de 120 grammes de mélange maïs-soja, de 10 grammes d'huile végétale et de 10 grammes de sucre sera servie aux enfants d'âge préscolaire.

Activités vivres-contre-travail

44. Les activités VCT contribueront au relèvement et au développement des communautés en créant des avoirs. Des méthodes participatives à assise communautaire seront utilisées pour identifier, concevoir et exécuter les activités. L'aide alimentaire fournie par le biais des activités VCT est auto-ciblée et contribue à renforcer les activités locales. L'amélioration des routes et de l'environnement, l'accroissement de la production agricole et de l'approvisionnement en eau et les nouvelles possibilités d'emploi aideront à améliorer les conditions de vie des populations rurales. Le PAM veillera à ce que les avoirs créés tiennent compte des besoins des femmes et que les projets proposés soient conçus de manière à faciliter leur participation. Des cartes de rationnement seront délivrées au nom de chaque participant.
45. Cette activité sera axée sur 6 000 participants, représentant en tout 30 000 bénéficiaires, dont 30 pour cent femmes, auxquelles seront distribuées des rations familiales. Il sera distribué en tout 1 092 tonnes de produits alimentaires par an. La ration journalière distribuée aux participants, calculée sur la base d'une famille de cinq personnes, est censée couvrir les besoins nutritionnels du ménage; elle se composera de 2 350 grammes de farine de blé, de 150 grammes de légumineuses et de 100 grammes d'huile végétale. Des dispositions ont été prises pour garantir un pesage précis des rations et éviter qu'elles ne soient détournées. La valeur marchande de la ration représente l'équivalent de 1,2 dollar. La durée moyenne d'un projet VCT est de 70 journées de travail.

Activités vivres pour la formation

46. Des activités VPF, pour lesquelles le PAM aura besoin de 52 tonnes de produits alimentaires par an, seront organisées à l'intention de 2 000 participants représentant 10 000 bénéficiaires, dont 70 pour cent de femmes et d'adolescentes. Ces activités auront pour effet de renforcer la sécurité alimentaire des bénéficiaires grâce à la distribution de rations et contribueront à autonomiser les femmes en leur dispensant une formation visant à développer leurs qualités d'initiative et à les sensibiliser à l'hygiène et à la prévention du VIH/SIDA et en les aidant à créer des micro-entreprises. La durée moyenne de chaque programme VPF sera de dix jours. Des cartes individuelles de rationnement seront établies au nom de chaque participant.

Bénéficiaires et assortiment alimentaire

47. Des informations détaillées sur ce point figurent dans les tableaux ci-après.



TABLEAU 1: BÉNÉFICIAIRES, JOURNÉES D'ALIMENTATION, RATIONS ET APPORT ÉNERGÉTIQUE JOURNALIER

Type de bénéficiaire	Journées d'alimentation	Farine de blé	Légumineuses	Huile végétale	Mélange maïs-soja	Sucre	Apport énergétique journalier (kcal)
		(grammes)					
Composante secours* personnes vulnérables (40 000)	365	470	30	20			1 924
Membres de ménages vulnérables ne pouvant produire un travail rémunéré dans les villages VCT (5 000)	70	470	30	20			1 924
Composante redressement							
VCT (30 000)**	70	470	30	20			1 924
VPF (10 000)***	10	470	30	20			1 924
Alimentation scolaire							
Écoles (25 000)	176	250	40	10			2 000
Établissements préscolaires (5 000)	176			10	120	10	585
mprévus (20 000)	90	470	30	20			1 924

* Les familles unipersonnelles ou composées de personnes âgées recevront une ration et les familles ayant deux ou plusieurs enfants à charge de moins de 16 ans une double ration.

** Représentant 6 000 ménages.

*** Représentant 2 000 ménages.

TABLEAU 2: NOMBRE DE BÉNÉFICIAIRES, PAR SEXE

Bénéficiaires, par sexe	Secours		VCT	VPF	Alimentation scolaire	
	Personnes vulnérables (40 000)	Membres de ménages vulnérables ne pouvant produire un travail rémunéré dans les villages VCT (5 000)			Écoles (25 000)	Établissements préscolaires (5 000)
Femmes	24 000	3 000	9 000	7 000	12 75	2 550
Hommes	16 000	2 000	21 000	3 000	12 25	2 450
Total	40 000	5 000	30 000	10 000	25 000	5 000*
dont réfugiés	13 200	1 650	3 300	1 000	5 00	1 000

* Environ 5 000 des 30 000 enfants ciblés par le programme d'alimentation scolaire font partie de familles de participants aux activités VCT et recevront également une aide alimentaire au titre de la ration familiale distribuée à ces derniers. Ils ne seront donc pas comptés deux fois dans le nombre total de bénéficiaires.



**TABLEAU 3: TOTAL DES PRODUITS ALIMENTAIRES REQUIS POUR DEUX ANS
(tonnes)**

Type de bénéficiaire	Farine de blé	Légumi-neuses	Huile végétale	Mélange maïs-soja	Sucre	Total
Composante secours Personnes vulnérables (40 000)	13 724	876	584			15 184
Membres de ménages vulnérables ne pouvant produire un travail rémunéré dans les villages VCT (5 000)	329	21	14			364
Composante redressement						
VCT	1 974	126	84			2 184
VPF	94	6	4			104
Alimentation scolaire						
Écoles primaires	2 200	352	88			2 640
Établissements préscolaires			18	212	18	248
mprévus	846	54	36			936
Total	19 167	1 435	828	212	18	21 660

Sélection et mécanisme d'approbation des activités

48. Le bureau de pays convoquera deux fois par mois un comité d'examen des projets pour veiller à ce que les activités proposées par les communautés et les partenaires d'exécution répondent aux objectifs de l'IPSR. Les activités devront être conformes aux critères et priorités du PAM et devront être socialement, techniquement et économiquement viables à la lumière des études récemment réalisées par les experts techniques du gouvernement.
49. Les propositions de projet reçues des partenaires d'exécution seront examinées par le bureau auxiliaire de Vanadzor et par le bureau de pays à Yérévan, dans un premier temps pour déterminer si elles sont viables et durables, présentent des avantages pour les femmes, associent les communautés à leur exécution et peuvent être appuyées au moyen d'articles non alimentaires. Après cette première étape, des visites sur le terrain seront organisées pour évaluer les projets proposés et, le cas échéant, recommandées au comité d'examen des projets de les approuver. Des comités locaux appelés groupes d'action communautaire, composés de 50 pour cent de femmes, seront pleinement associés aux projets de leur conception à leur exécution et à l'entretien des ouvrages construits.

Dispositions institutionnelles et sélection des partenaires

50. L'organisme gouvernemental de contrepartie du PAM est le Ministère de la sécurité sociale. Le Programme coopérera également avec la Commission de coordination des programmes caritatifs, qui est l'organisme gouvernemental responsable de l'assistance humanitaire, tandis que le programme d'alimentation scolaire sera exécuté en collaboration avec le Ministère de l'éducation et des sciences.



51. Le PAM joue un rôle de premier plan dans les efforts de renforcement de la sécurité alimentaire menés par le système des Nations Unies et il a participé à la préparation du bilan commun de pays, du rapport sur la réalisation des objectifs de développement du Millénaire et du DSRP.
52. Des représentants des ONG, des organismes gouvernementaux de contrepartie et des organismes des Nations Unies participent aux réunions périodiques de coordination de l'aide alimentaire présidées par le PAM. Ce dernier collaborera avec ces groupes aux niveaux du bureau auxiliaire, du bureau de pays et du bureau régional par le biais de réunions, de comité et d'ateliers périodiques.
53. Conformément à la politique établie en la matière, le PAM créera des partenariats avec des ONG sur la base de deux types d'arrangements: i) des accords contractuels, les responsabilités respectives devant être définies dans des lettres d'accord et le PAM prenant à sa charge les dépenses opérationnelles des partenaires d'exécution; et ii) des accords de partenariat, les ONG complétant l'assistance fournie par le PAM au moyen d'articles non alimentaires et de services techniques d'experts pour la réalisation d'activités conjointes.

Renforcement des capacités

54. Un bureau de coordination PAM/Ministère de la sécurité sociale a été créé en 2002 pour assurer la liaison et faciliter les échanges d'informations. Ce bureau fournit des informations sur les projets exécutés par le gouvernement, le PAM et les ONG et s'emploie à mobiliser des fonds additionnels pour la réalisation de projets qui ne sont pas appuyés au moyen d'articles non alimentaires et de services techniques.
55. Le PAM a organisé deux programmes de formation à la gestion des magasins et des stocks ainsi qu'une étude de référence des activités d'alimentation scolaire à l'intention du gouvernement et des partenaires d'exécution.
56. Le PAM continuera d'appuyer les efforts de redressement et de transition à long terme en encourageant l'application d'une approche à assise communautaire et en s'employant à renforcer la gouvernance locale pour encourager les communautés à trouver des solutions aux problèmes qui se posent et à assumer la responsabilité de l'exécution des activités.

Dispositions logistiques

57. Les produits alimentaires du PAM seront expédiés au port de Poti, en Géorgie, pour acheminement par voie ferrée jusqu'aux points de livraison avancés; les produits alimentaires seront livrés directement à des entrepôts situés le long de la voie ferrée. L'utilisation de deux entrepôts —l'un de 4 000 m² à Vanadzor, dans le nord de l'Arménie, et l'autre de 2 000 m² à Yérévan— réduit le coût du transport jusqu'au site des projets. Les mesures existantes continueront d'être appliquées pour veiller à ce que l'appui logistique réponde aux normes de qualité du PAM. Les produits sont expédiés des entrepôts jusqu'aux points de livraison avancés au moyen d'une flotte de 12 camions qui, étant donné les petites dimensions du pays, ont au maximum 12 heures pour livrer les produits aux sites de distribution, après quoi la distribution des produits alimentaires aux bénéficiaires relève de la responsabilité des partenaires d'exécution.
58. Le système d'analyse, de traitement et de suivi des mouvements des produits (COMPAS) suit le mouvement des produits du PAM du port jusqu'aux points de distribution avancés et aux sites de distribution des produits. Les prix locaux ne sont pas toujours compétitifs, encore que 1 154 tonnes de farine de blé aient récemment été achetées localement, de sorte qu'il y aura lieu d'envisager de procéder à des achats à l'étranger lorsque des dons en espèces seront annoncés.



Suivi et évaluation

59. Le suivi a lieu une fois par semaine. Le plan de suivi, approuvé par le directeur de pays, est établi par chaque inspecteur de terrain, avec une indication de la région, du nom du village, du type d'activité et de l'état de son lancement; chaque inspecteur est responsable des activités menées dans la région de son ressort et transmet des rapports mensuels à l'administrateur de programmes pour analyse et discussion. Trois visites au moins sont organisées pendant l'exécution des projets.
60. Les propositions de projet sont entrées dans une base de données et une sélection préliminaire est opérée sur la base de leur viabilité, de leur compatibilité avec les priorités et les critères du PAM, de la fiabilité des partenaires d'exécution, de la vulnérabilité de la communauté et de la contribution que chaque projet peut apporter à l'amélioration des conditions de vie communautaire. Il est ensuite organisé des visites sur le terrain pour rassembler des informations de référence et des données sur l'avancement des activités: type de projet, vulnérabilité de la communauté, adéquation du site du projet, viabilité des ouvrages prévus, quantités de produits alimentaires distribuées, accès aux points de distribution, sensibilité à l'alimentation, acceptabilité de l'assortiment alimentaire, livraison d'articles non alimentaires et collecte de données ventilées par sexe au sujet des bénéficiaires. La base de données est régulièrement mise à jour.
61. Le PAM organisera la collecte de données sur les prix des produits alimentaires et les indicateurs d'alerte avancée. Un cadre logique guidera l'élaboration des programmes de travail du bureau de pays et des partenaires d'exécution, y compris en ce qui concerne le suivi des produits et des résultats. L'on trouvera à l'annexe III une récapitulation des indicateurs par priorités stratégiques.

Mesures de sécurité

62. À l'heure actuelle, les mesures de sécurité des Nations Unies appliquées en Arménie sont celles de la phase I, sauf dans les provinces de Gégharkunik, Tavush, Syunik Vayots Dzor, où les mesures appliquées sont celles de la phase II. L'IPSR sera exécutée dans deux des provinces où est appliquée la phase II.
63. La sécurité en Arménie est généralement simple mais différents éléments pourraient transformer l'environnement sécuritaire, dont le risque de tremblement de terre, d'accident nucléaire, d'une reprise du conflit concernant le Nagorno-Karabagh et de troubles civils dans les pays voisins. L'incidence de crimes et de vols est négligeable.
64. Les fonctionnaires nouvellement recrutés reçoivent une formation et une sensibilisation à la sécurité et doivent suivre le cours de base sur la sécurité, la santé et la sûreté du personnel sur le terrain. Le PAM modernisera et renforcera régulièrement le matériel destiné à garantir la sécurité du personnel, des véhicules, des entrepôts et des locaux à usage de bureau. Les normes de sécurité appliquées par le bureau de pays et le bureau auxiliaire répondent aux normes de sécurité opérationnelles minimums.

Stratégie de retrait

65. Étant donné la pauvreté généralisée qui règne actuellement dans le pays, le DSRP constitue un jalon sur la voie de réformes économiques devant déboucher sur une croissance durable et une amélioration des conditions de vie des secteurs les plus pauvres de la population. L'aide alimentaire du PAM jouera un rôle essentiel pendant la phase initiale de la stratégie élaborée pour faire en sorte que les groupes les plus vulnérables soient secourus et pour créer des activités durables qui puissent être intégrées aux efforts que déploiera le gouvernement pour créer une société plus équitable.



66. Le PAM appuiera le plan élaboré par le gouvernement pour faire participer les communautés à toutes les étapes des activités. Les approches participatives seront renforcées et les communautés seront encouragées à cette fin à élaborer leurs propres projets et à s'associer à leurs étapes ultérieures, comme celles du suivi et de l'évaluation. Le Ministère de la sécurité sociale est particulièrement intéressé étant donné que de telles initiatives contribuent à la démocratisation de la société arménienne.

Mécanisme d'urgence

67. Le bureau de pays a élaboré un plan d'intervention en cas d'urgence, qui est actualisé tous les six mois, pour l'éventualité de catastrophes comme un tremblement de terre ou un conflit armé; ce plan constitue également le cadre d'une intervention en cas de catastrophe moins soudaine comme une sécheresse. Il sera constitué dans le cadre de l'IPSR un stock de 936 tonnes de produits alimentaires pour pouvoir distribuer des rations familiales de secours suffisantes pour nourrir 20 000 personnes pendant trois mois.

RECOMMANDATION DU DIRECTEUR EXECUTIF

68. Il est recommandé au Conseil d'administration d'approuver cette IPSR, dans les limites du budget figurant aux annexes I et II. Les coûts opérationnels directs se montent à 10 008 681 dollars et le coût total pour le PAM à 11 566 551 dollars. L'on estime que 21 660 tonnes de farine de blé enrichie en fer, de légumineuses, de huile végétale enrichie en vitamine A, de sucre et de mélange maïs-soja seront requises pendant la période allant de juillet 2004 à juin 2006.



ANNEXE I

VENTILATION DES COÛTS DU PROJET			
	Quantité (tonnes)	Coût moyen par tonne (dollars)	Valeur (dollars)
COÛTS POUR LE PAM			
A. Coûts opérationnels directs			
Produits ¹			
– Farine de blé	19 167	257,61	4 937 565
– Légumineuses	1 435	512,72	735 750
– Huile végétale	828	850	703 800
– Mélange maïs-soja	212	290	61 480
– Sucre	18	250	500
Total, produits	21 660		6 443 095
Transport extérieur			1 892 000
Transport terrestre			1 024 951
Total partiel, TIEM			487 834
Total, TTEM			1 512 785
Autres coûts opérationnels directs			160 800
Total, coûts opérationnels directs			10 008 681
B. Coûts d'appui directs (voir annexe II pour les détails)			801 180
Total, coûts d'appui directs			10 609 861
C. Coûts d'appui indirects (7 pour cent du total des coûts directs)			756 690
COÛTS TOTAUX POUR LE PAM			11 566 551
¹ Il s'agit d'un assortiment alimentaire indicatif utilisé à des fins budgétaires et d'approbation. La gamme précise de produits et les quantités effectives à fournir au projet peuvent, comme à tous les projets assistés par le PAM, varier en fonction des disponibilités.			



ANNEXE II

BESOINS D'APPUI DIRECTS (<i>dollars</i>)	
Personnel	
Administrateurs internationaux	65 780
Personnel national des services généraux	474 000
Assistance temporaire	3 000
Heures supplémentaires	8 400
Voyages officiels du personnel	20 000
Formation et développement du personnel	12 000
Total partiel	625 180
Dépenses de bureau et autres dépenses récurrentes	
Location des locaux	20 000
Services collectifs	5 000
Fournitures de bureau	10 000
Communications et services TI	40 000
Assurance	5 000
Réparation et entretien du matériel	15 000
Entretien des véhicules et coûts d'exploitation	60 000
Autres dépenses de bureau	15 000
Total partiel	170 000
Matériel et autres coûts fixes	
Équipement TC/TI	6 000
Total partiel	6 000
TOTAL, COÛTS D'APPUI DIRECTS	801 180



RÉSUMÉ DU CADRE LOGIQUE DE L'IPSR ARMÉNIE, JUILLET 2004–JUN 2006

Hiérarchie des résultats	Indicateurs de performance	Risques et hypothèses	Ressources requises
Impact	Indicateurs au niveau de l'impact		
Résultat(s)	Indicateurs au niveau des résultats		
1. Améliorer les capacités des bénéficiaires de faire face ou réduire leur vulnérabilité au moyen de secours prolongés	1.1 Accès accru des bénéficiaires à l'alimentation 1.2 Réduction du pourcentage du revenu consacré à l'alimentation	1. Les produits alimentaires sont disponibles et les capacités des partenaires d'exécution sont en place	Résultat d'activité 1 - 4 624 988 dollars
2. Réduction du pourcentage du revenu consacré à l'alimentation grâce à des activités VCT	2.1 Amélioration de l'état des locaux scolaires et des services d'assainissement et de santé 2.2 Accroissement de la production alimentaire	2. Les produits alimentaires sont disponibles. Les partenaires d'exécution sont disponibles, les avoirs sont utilisés et entretenus comme il convient et des articles non alimentaires sont disponibles	Résultat d'activité 2 - 649 664 dollars
3. Amélioration des compétences des participants grâce à des activités VPF	3.1 Les participants acquièrent de plus grandes aptitudes à la direction et des compétences en matière de création de micro-entreprises 3.2 Sensibilisation à la nutrition et à la prévention du VIH/SIDA	3. Les compétences acquises sont utilisées comme il convient et répondent à des besoins spécifiques, des produits alimentaires sont disponibles	Résultat d'activité 3 - 30 937 dollars
4. Accroissement des taux d'assiduité des enfants et de leurs capacités d'assimilation grâce à des activités d'alimentation scolaire	4.1 Augmentation du taux d'assiduité des enfants 4.2 Leur faim étant apaisée dans l'immédiat, les enfants ont moins de difficultés à assimiler les leçons	4. Les assistants/maîtres/parents/communautés participent, des articles non alimentaires sont fournis, des produits alimentaires sont disponibles à temps, les écoles fonctionnent à plein régime et il existe des conditions adéquates	Résultat d'activité 4 - 859 080 dollars
5. Améliorer la sécurité alimentaire en période d'urgence	5.1 La sécurité alimentaire des populations en situation d'urgence est améliorée	5. Des produits alimentaires sont disponibles pour satisfaire les besoins des personnes affectées par une situation d'urgence	Résultat d'activité 5 - 278 426 dollars



RÉSUMÉ DU CADRE LOGIQUE DE L'IPSR ARMÉNIE, JUILLET 2004–JUN 2006

Hiérarchie des résultats	Indicateurs de performance	Risques et hypothèses	Ressources requises
Produits	Indicateurs au niveau des produits		
1.1.1 Nombre de bénéficiaires (hommes, femmes) recevant une aide alimentaire 1.1.2 Nombre et composition de rations distribuées aux bénéficiaires	1.1.1 Pourcentage de bénéficiaires (hommes, femmes) bénéficiant d'une aide alimentaire 1.1.2 Pourcentage et composition des rations distribuées aux bénéficiaires	1. Des aliments sont reçus et distribués en quantités suffisantes, il est établi un dialogue avec le gouvernement sur la planification et la l'exécution des programmes	Le bureau de pays a établi un plan de suivi (matrice du plan suivi-évaluation)
2.1.1 Nombre d'hommes et de femmes participant aux activités VCT 2.1.2 Quantité de produits alimentaires distribuées chaque mois 2.1.3 Nombre d'ouvrages d'infrastructure publique et sociale remis en état 2.1.4 Nombre de projets agricoles lancés	2.1.1 Pourcentage d'hommes et de femmes participant aux projets VCT 2.1.2 Pourcentage de produits alimentaires distribués chaque mois 2.1.3 Pourcentage d'établissements scolaires/préscolaires remis en état et de canalisations d'eau aménagées/réparées 2.1.4 Pourcentage d'activités agricoles entreprises	2. Les communautés sont habilitées à entreprendre des activités VCT et les partenaires d'exécution fournissent des articles non alimentaires	
3.1.1 Nombre de participants (hommes, femmes) recevant une aide alimentaire dans le cadre d'activités VCT 3.1.2 Nombre de cours de formation organisés	3.1.1 Pourcentage de participants (hommes, femmes) recevant une aide alimentaire 3.1.2 Pourcentage de cours de formation organisés	3. Des aliments sont disponibles en quantités suffisantes, les capacités des partenaires d'exécution sont assurées	
4.1.1 Nombre de filles et de garçons nourris au moyen d'activités d'alimentation scolaire 4.1.2 Nombre de filles et de garçons fréquentant régulièrement l'école	4.1.1 Pourcentage de filles et de garçons nourris 4.1.2 Pourcentage de filles et de garçons fréquentant régulièrement l'école	4. Des ressources alimentaires sont disponibles, la participation des communautés/des partenaires d'exécution est renforcée	



RÉSUMÉ DU CADRE LOGIQUE DE L'IPSR ARMÉNIE, JUILLET 2004–JUN 2006

Hiérarchie des résultats	Indicateurs de performance	Risques et hypothèses	Ressources requises
5.1.1 Nombre de bénéficiaires (hommes, femmes) recevant une aide alimentaire 5.1.2 Nombre et composition des rations distribuées aux bénéficiaires affectés par les situations d'urgence	5.1.1 Pourcentage de bénéficiaires (hommes, femmes) atteints et recevant une aide alimentaire 5.1.2 Pourcentage et composition des rations distribuées aux bénéficiaires	5. Des aliments sont reçus et distribués en quantités suffisantes, un dialogue est établi avec le gouvernement au sujet de la planification et de l'exécution des programmes d'intervention en cas d'urgence	

Notes

Prière de se référer au Manuel du cadre logique et aux directives concernant le suivi-évaluation figurant dans le Manuel de conception des programmes du PAM pour des indications plus détaillées sur la vérification de la logique verticale et horizontale du cadre logique.

Prière de se référer au schéma des opérations d'urgence/IPSR du Manuel de conception des programmes du PAM pour des indications détaillées sur les directives en matière de suivi-évaluation et l'utilisation de la matrice du plan de suivi-évaluation.

Prière de noter que les activités ne sont pas indiquées dans le document soumis au Conseil d'administration; les activités font partie intégrante de la matrice du plan de suivi-évaluation.





MATRICE SUIVI-ÉVALUATION DE L'IPSR ARMÉNIE, 2004–2006				
	Moyens de la vérification			Rapports
Indicateurs de performance sélectionnés	Source des données	Personne ou organisme responsable de la collecte d'informations	Méthode de collecte d'informations	Utilisations des informations
IPSR Activité 1 (secours prolongé)				
Résultat 1 — Améliorer les capacités des bénéficiaires de faire face ou réduire leur vulnérabilité au moyen de secours prolongés				
1. Nombre de personnes ayant accès aux différents services	Visites de suivi du personnel du PAM et des services sociaux; rapports autoévaluation	Suivi par le PAM Ministère de la protection sociale/personnel d'autres partenaires d'exécution	Visites sur le terrain, interviews Traitement par la base de données du système de gestion	Rapport autoévaluation Enquêtes Rapports trimestriels
Produit 1 — Nombre de bénéficiaires (hommes, femmes) recevant des secours alimentaires				
1. Nombre de rations distribuées aux bénéficiaires (hommes, femmes)	Fiches de présence Rapports sur les projets Listes de distribution des vivres	Suivi par le PAM Ministère de la protection sociale/personnel d'autres partenaires d'exécution	Visites sur le terrain, interviews Traitement par la base de données du système de gestion	Rapports sur les visites du PAM sur le terrain Rapports descriptifs des partenaires d'exécution
2. Composition des rations distribuées aux bénéficiaires	Fiches de présence Rapports sur les projets Listes de distribution des vivres	Suivi par le PAM Ministère de la protection sociale/personnel d'autres partenaires d'exécution	Visites sur le terrain, interviews Traitement par la base de données du système de gestion	Rapports sur les visites du PAM sur le terrain Rapports descriptifs des partenaires d'exécution

MATRICE SUIVI-ÉVALUATION DE L'IPSR ARMÉNIE, 2004–2006				
	Moyens de la vérification			Rapports
Indicateurs de performance sélectionnés	Source des données	Personne ou organisme responsable de la collecte d'informations	Méthode de collecte d'informations	Utilisations des informations
IPSR Activité 2 (VCT)				
Résultat 2 — Réduction du pourcentage du revenu consacré à l'alimentation grâce à des activités VCT				
1. Nombre d'écoles/d'avoires créés/entretenus	Visites du PAM et du personnel des services sociaux/des autres partenaires d'exécution Rapport autoévaluation	Suivi par le PAM Ministère de la protection sociale/personnel d'autres partenaires d'exécution	Visites sur le terrain, interviews Traitement par la base de données Access/Excel du système de gestion	Rapport autoévaluation Enquêtes Rapports trimestriels
2. Nombre d'hectares cultivés	Visites de suivi du PAM Rapports sur les projets	PAM Partenaires d'exécution	Visites sur le terrain, interviews Traitement par la base de données Access/Excel du système de gestion	Rapports sur les visites du PAM sur le terrain Rapports descriptifs des partenaires d'exécution
3. Tonnes de légumes/fruits produits	Visites de suivi du PAM Rapports sur l'exécution des projets	PAM Partenaires d'exécution	Visites sur le terrain, interviews Traitement par la base de données Access/Excel du système de gestion	Rapports sur les visites du PAM sur le terrain Rapports descriptifs des partenaires d'exécution



MATRICE SUIVI-ÉVALUATION DE L'IPSR ARMÉNIE, 2004–2006				
	Moyens de la vérification			Rapports
Indicateurs de performance sélectionnés	Source des données	Personne ou organisme responsable de la collecte d'informations	Méthode de collecte d'informations	Utilisations des informations
Produit 1 — Nombre d'hommes et de femmes participant aux activités VCT				
1. Nombre de bénéficiaires (hommes, femmes) d'une aide alimentaire, par activité	Fiches de présence Rapports sur les projets Listes de distribution des vivres	Suivi par le PAM Ministère de la protection sociale/personnel d'autres partenaires d'exécution	Visites sur le terrain, interviews Traitement par la base de données du système de gestion	Rapports sur les visites du PAM sur le terrain Rapports descriptifs des partenaires d'exécution
2. Nombre de personnes bénéficiant des avoirs créés/utilisés	Fiches de présence Rapports sur les projets Listes de distribution des vivres	PAM Partenaires d'exécution	Visites sur le terrain, interviews Traitement par la base de données du système de gestion	Rapports sur les visites du PAM sur le terrain Rapports descriptifs des partenaires d'exécution
3. Quantité de produits alimentaires distribués chaque mois	Fiches de présence Rapports sur les projets Listes de distribution des vivres	PAM Partenaires d'exécution	Visites sur le terrain, interviews Traitement par la base de données du système de gestion	Rapports sur les visites du PAM sur le terrain Rapports descriptifs des partenaires d'exécution



MATRICE SUIVI-ÉVALUATION DE L'IPSR ARMÉNIE, 2004–2006				
	Moyens de la vérification			Rapports
Indicateurs de performance sélectionnés	Source des données	Personne ou organisme responsable de la collecte d'informations	Méthode de collecte d'informations	Utilisations des informations
Produit 2 — Nombre d'ouvrages d'infrastructure publique et sociale remis en état				
1. Nombre d'écoles/jardins d'enfants remis en état	Rapports sur le projets	PAM Partenaires d'exécution	Visites sur le terrain, interviews Traitement par la base de données du système de gestion	Rapports sur les visites du PAM sur le terrain Rapports descriptifs des partenaires d'exécution
2. Nombre de cliniques remises en état	Rapports sur les projets	PAM Partenaires d'exécution	Visites sur le terrain, interviews Traitement par la base de données du système de gestion	Rapports sur les visites du PAM sur le terrain Rapports descriptifs des partenaires d'exécution
Produit 3 — Nombre de projets agricoles proposés				
1. Nombre de kilomètres de canaux d'irrigation réparés et d'hectares de terre bonifiés, quantités de céréales produites		PAM Partenaires d'exécution	Visites sur le terrain, interviews Traitement par la base de données du système de gestion	Rapports sur les visites du PAM sur le terrain Rapports descriptifs des partenaires d'exécution



MATRICE SUIVI-ÉVALUATION DE L'IPSR ARMÉNIE, 2004–2006				
	Moyens de la vérification			Rapports
Indicateurs de performance sélectionnés	Source des données	Personne ou organisme responsable de la collecte d'informations	Méthode de collecte d'informations	Utilisations des informations
2. Nombre de travailleurs employés temporairement		PAM Partenaires d'exécution	Visites sur le terrain, interviews Traitement par la base de données du système de gestion	Rapports sur les visites du PAM sur le terrain Rapports descriptifs des partenaires d'exécution
IPSR Activité 3 (VPF)				
Résultat 3 — Perfectionnement des compétences des participants grâce à des activités VPF				
1. Nombre/type de programmes de formation réalisés	PAM Rapports des partenaires d'exécution	PAM Partenaires d'exécution	Visites sur le terrain, interviews Traitement par la base de données Access/Excel du système de gestion	Enquêtes Rapports descriptifs des partenaires d'exécution
Produit 1 — Nombre de participants (hommes, femmes) recevant une aide alimentaire dans le cadre d'activités VPF				
1. Nombre de bénéficiaires (hommes, femmes) participant aux programmes VPF	PAM Rapports des partenaires d'exécution	PAM Partenaires d'exécution	Visites sur le terrain, interviews Traitement par la base de données Access/Excel du système de gestion	Enquêtes Rapports descriptifs des partenaires d'exécution

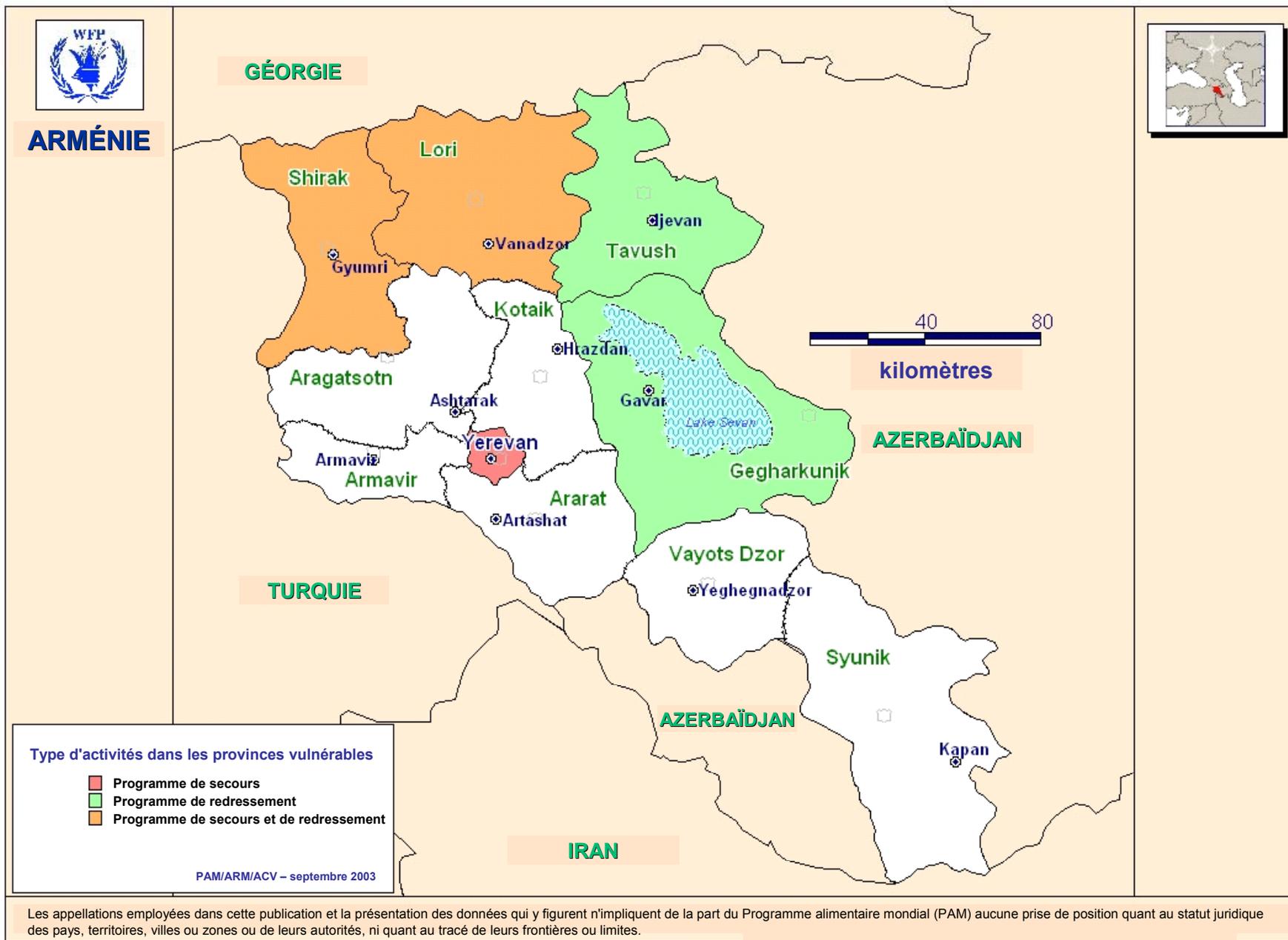




MATRICE SUIVI-ÉVALUATION DE L'IPSR ARMÉNIE, 2004–2006				
	Moyens de la vérification			Rapports
Indicateurs de performance sélectionnés	Source des données	Personne ou organisme responsable de la collecte d'informations	Méthode de collecte d'informations	Utilisations des informations
IPSR Activité 4 (Alimentation scolaire)				
Résultat 4 — Accroître les taux d'assiduité des enfants et améliorer leur capacité d'assimilation au moyen d'activités d'alimentation scolaire				
1. Pourcentage d'élèves achevant l'année scolaire	Visites de suivi du PAM Rapports sur l'exécution des projets Enquêtes	PAM Partenaires d'exécution	Visites sur le terrain, interviews Questionnaires Traitement par la base de données Access/Excel du système de gestion	Rapports sur les visites du PAM sur le terrain Rapports descriptifs des partenaires d'exécution
Produit 1 – Nombre de filles et de garçons qui fréquentent régulièrement l'école				
1. Nombre de filles et de garçons qui reçoivent un repas chaud grâce aux programmes d'alimentation scolaire	Visites de suivi du PAM Rapports ventilés par sexe	PAM Partenaires d'exécution	Visites sur le terrain, interviews Questionnaires Traitement par la base de données Access/Excel du système de gestion	Rapports sur les visites du PAM sur le terrain Rapports descriptifs des partenaires d'exécution



MATRICE SUIVI-ÉVALUATION DE L'IPSR ARMÉNIE, 2004–2006				
	Moyens de la vérification			Rapports
Indicateurs de performance sélectionnés	Source des données	Personne ou organisme responsable de la collecte d'informations	Méthode de collecte d'informations	Utilisations des informations
IPSR Activité 5 (Plans d'intervention en cas d'urgence)				
Résultat 5 — Renforcer la sécurité alimentaire des bénéficiaires et leur capacité de faire face à leur vulnérabilité en situation d'urgence au moyen de distributions de vivres				
1. Nombre de personnes bénéficiant d'une aide alimentaire	Visites de suivi du PAM et du personnel des services sociaux	Suivi par le PAM Ministère de la protection sociale/personnel d'autres partenaires d'exécution	Visites sur le terrain, interviews Traitement par la base de données du système de gestion	Selon que de besoin
Produit 1 — Nombre de bénéficiaires (hommes, femmes) recevant des rations en situation d'urgence				
1. Nombre de rations distribuées aux bénéficiaires (hommes, femmes)	Fiches de présence Listes de distribution des vivres	Suivi par le PAM Ministère de la protection sociale/personnel d'autres partenaires d'exécution	Visites sur le terrain, interviews Traitement par la base de données du système de gestion	Rapports sur les visites du PAM sur le terrain
2. Composition des rations distribuées aux bénéficiaires	Fiches de présence Listes de distribution des vivres	Suivi par le PAM Ministère de la protection sociale/personnel d'autres partenaires d'exécution	Visites sur le terrain, interviews Traitement par la base de données du système de gestion	Rapports sur les visites du PAM sur le terrain



LISTE DES SIGLES UTILISÉS DANS LE PRÉSENT DOCUMENT

ACV	Analyse et cartographie de la vulnérabilité
COMPAS	Système d'analyse, de traitement et de suivi des mouvements des produits
DSRP	Document stratégique de lutte contre la pauvreté
FAO	Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture
HCR	Haut Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés
IPSR	Intervention prolongée de secours et de redressement
ONG	Organisation non gouvernementale
PNUD	Programme des Nations Unies pour le développement
UNFPA	Fonds des Nations Unies pour la population
UNICEF	Fonds des Nations Unies pour l'enfance
VCT	Vivres-contre-travail
VPF	Vivres pour la formation

